

Van: CADTM-INFO <info@cadtm.org>
Aan: CADTM-INFO <info@cadtm.org>
Datum: 05/31/2010 02:45 PM
Onderwerp: [CADTM-INFO] In Memoriam : Denise Comanne (1949-2010)

[Si ce message ne s'affiche pas correctement vous pouvez le consulter ici](#)

www..org

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

345, avenue de l'Observatoire - 4000 Liège (Belgique) - +32 (0)4/226.62.85

" Impulser des alternatives radicales pour un développement socialement juste et écologiquement soutenable "

In Memoriam : Denise Comanne

Éric Toussaint, son compagnon, Suzanne Comanne, sa maman, sa famille, ses ami-e-s et camarades du CADTM, d'ATTAC, du CRACPE, de la Marche Mondiale des Femmes, de la LCR (IV Internationale) et du Front des Gauches

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de Denise Comanne

née le 22 avril 1949 et décédée le 28 mai 2010

Féministe engagée dans les luttes locales et internationales contre le capitalisme, le racisme et le patriarcat, Denise Comanne avait créé le CADTM aux côtés d'Éric Toussaint et d'autres militant-e-s il y a tout juste 20 ans. Le vendredi 28 mai 2010 en fin d'après-midi, elle est décédée subitement suite à un accident cardiaque qui l'a frappée dans la rue à Bruxelles alors qu'elle marchait vers la gare de chemin de fer pour rentrer à Liège après avoir participé activement à un Forum sur le cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo. Durant cette activité de solidarité avec le peuple congolais, elle avait une nouvelle fois brillé par ses interventions engagées et sa joie communicative. Le départ précipité de Denise laisse un énorme vide mais nombreux sont celles et ceux qui, à son contact, ont rejoint son combat contre la dette du tiers-monde et contre toutes les autres formes d'injustice et d'oppression.

Révolutionnaire infatigable, dirigeante politique à la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire, section belge de la Quatrième internationale) pendant de nombreuses années et ancienne déléguée syndicale de la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) à la Ville de Liège, Denise aura milité jusqu'au bout dans les mouvements sociaux. Au cours des années 1980, elle avait affronté la répression policière et judiciaire pour son engagement dans le combat des travailleurs de la Ville de Liège soumis à une succession de plans d'ajustement structurel pour payer la dette publique. Elle avait été victime d'une mise en garde à vue, son téléphone avait été mis sur écoute et une condamnation pour participation à des actions de grèves et de rue avait été prononcée... Cela n'avait fait que renforcer sa détermination à lutter pour la justice sociale et des changements révolutionnaires. Pour elle, le combat des peuples au Nord comme au Sud de la planète contre la dictature des créanciers et de la dette ne faisait qu'un. Cinq jours avant son décès, elle avait activement collaboré à la rédaction et à l'adoption d'un appel intitulé « Femmes d'Europe, soulevez-vous ! » (<http://www.cadtm.org/Femmes-d-Europe-soulevez-vous>) qui proclamait entre autres : « Nous, les femmes du CADTM, exigeons la suspension immédiate du paiement de la dette publique grecque ! Nous exigeons que soit mené dès maintenant un audit de cette dette afin de déterminer la part des dettes illégitimes qu'il faudra abolir purement et simplement ! Nous exigeons l'arrêt des dépenses d'armement et l'investissement des sommes ainsi économisées dans les dépenses socialement utiles : les besoins sociaux et la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes. Nous appelons à la révolte contre l'austérité que nous imposent les capitalistes. »

Denise avait accepté avec enthousiasme d'être candidate aux élections législatives belges du 13 juin

2010 sur la liste Front des Gauches. L'explication publique qu'elle a donnée pour présenter sa candidature illustre bien sa détermination : « Je suis en révolte permanente contre l'injustice du système capitaliste dont j'ai vu les effets dans ma vie de femme, de travailleuse. C'est pourquoi je milite. J'ai accepté d'être sur la liste Front des Gauches parce que, enfin, après tant d'années d'essais, on a fait un pas vers l'unité de la gauche radicale. » (<http://frontdesgauches.be/candidats/liste-chambre-a-liege/denise-comanne.html>)

Denise était une internationaliste en pensée et en action : solidarité avec les ouvriers polonais en 1983, avec les mineurs britanniques durant leur longue grève en 1984-1985, animation et coordination de brigades de travail volontaire au Nicaragua pour soutenir la révolution sandiniste entre 1985 et 1989, les actions de solidarité avec le peuple palestinien, plusieurs missions en Afrique (Bénin, Togo, Mali, Burkina Faso, Niger, Tunisie...), en Asie du Sud (Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Népal) et en Amérique latine (Venezuela, Brésil, Cuba...) pour renforcer le réseau du CADTM et participer au renforcement du Forum social mondial, solidarité en Belgique avec les sans papiers (Denise était membre du CRACPE qui lutte notamment contre les centres de détention), sans oublier son rôle dans la revue du CADTM intitulée « Les Autres Voix de la Planète » qu'elle a dirigée entre 2007 et 2009, et pour laquelle elle a écrit de vibrants éditoriaux et articles. Denise savait aussi combien il est important de mener la bataille des idées et elle mettait un point d'honneur à tenir des stands de vente des publications du CADTM. Lorsqu'elle a été fauchée vendredi 28 mai fin d'après-midi, elle emportait avec elle la valise sur roulettes qui servait à transporter les livres et revues du CADTM !

Féministe très active, Denise était également membre du réseau international de la Marche mondiale des femmes. La veille de son décès, elle a terminé une importante contribution : « Pourquoi le CADTM est-il féministe ? » où elle développe une capacité aiguë de critique et d'autocritique à l'égard de sa propre organisation. Ce document est un apport considérable pour l'ensemble du réseau international du CADTM présent dans 29 pays. Enfin, en tant que militante du mouvement altermondialiste, elle avait participé à la fondation et suivait de près les activités d'ATTAC en Belgique.

Depuis l'annonce de son décès, des centaines de personnes ont envoyé des messages de solidarité et de condoléances depuis tous les coins de la planète. On peut continuer à en envoyer à l'adresse suivante : international@cadtm.org

Pour ceux et celles qui ont l'occasion de se déplacer à Liège, son compagnon, la famille et les proches de Denise recevront les visites le mardi 1 et le mercredi 2 juin de 17h à 19h au centre funéraire de Robermont, 1 rue des Coquelicots à 4040 Bressoux (Liège).

La cérémonie des funérailles suivie de la dispersion des cendres aura lieu au même endroit le jeudi 3 juin 2010 à 10h.

Les personnes qui désirent témoigner leur sympathie peuvent également verser un don au Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) sur le compte 001-2318343-22 du CADTM avec la mention « A la mémoire de Denise » (pour les virements depuis l'étranger : IBAN: BE06 0012 3183 4322 - SWIFT BIC : GEBA BE BB).

[Pourquoi suis-je candidate sur la liste du Front des Gauches en Belgique?](#)

Denise Comanne (21 mai 2010)

Née en 1949, pas mariée, pas d'enfants mais très heureuse en amour !

J'ai fait des études d'Histoire de l'Art et Archéologie et pendant ces années universitaires (1967-1972), j'ai participé à toutes les luttes estudiantines (mai 69, enseignement rénové, minerval des étudiants étrangers, etc.). Je me suis à l'époque conscientisée à la question de la dépénalisation de l'avortement et, plus largement, au féminisme.

Employée à la Ville de Liège, j'ai participé très activement aux grands mouvements de grève qui ont secoué la cité en 1982-1983, 1985, 1987 et 1989. A ce moment-là, je suis devenue déléguée syndicale du secteur administratif (FGTB - CGSP - ALR) et militante politique à ce qui était alors la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT - ancien nom de la LCR). Je suis donc membre de ce parti

depuis 1984 sans interruption.

Dans les années 1990, j'ai eu la possibilité, tout en restant dans le cadre de la Ville de Liège, de travailler au CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) et cela, jusqu'à ma retraite en 2009. Le CADTM est une ONG d'éducation au développement dont le sérieux et la force de conviction ont permis de créer un réseau international. A ce titre, j'ai voyagé en Amérique latine (que j'avais découverte auparavant avec les brigades de travail FGTB au Nicaragua), en Afrique et en Asie. Actuellement, je me replonge dans les questions du féminisme étant donné que la crise financière, économique, sociale, écologique va avoir des répercussions spécifiques sur le quotidien des femmes.

Je suis en révolte permanente contre l'injustice du système capitaliste dont j'ai vu les effets dans ma vie de femme, de travailleuse. C'est pourquoi je milite. J'ai accepté d'être sur la liste Front des Gauches parce que, enfin, après tant d'années d'essais, on a fait un pas vers l'unité de la gauche radicale. Il faudra que cette unité se concrétise par un travail et une ligne commune sur le long terme (air connu : ce n'est qu'un début, continuons...).

Dans les plateformes, je suis particulièrement sensible à la revendication **"*Révocabilité des élu-e-s*s'ils n'accomplissent pas leurs devoirs et limitation de leurs rétributions au salaire d'un-e travailleur/euse qualifié-e"**. Des pays comme le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie ont fait la démonstration tout récemment qu'il était possible d'inscrire cette revendication dans une Constitution. Ils nous ont d'ailleurs démontré que de véritables processus constituants avec large participation démocratique permettent d'obtenir des avancées politiques et sociales cruciales. En Belgique, les politiciens font tous les jours la preuve non pas de leur incapacité mais au contraire de leur grande capacité à trahir la population et à la sacrifier sur l'autel du profit.

"Que se vayan todos " comme on dit en Amérique latine... Révocabilité des mandats !

Denise : une voix vibrante parmi les autres voix de la planète 1

Eric Toussaint (2009)

J'ai rencontré Denise en avril - mai 1983 au début d'un combat syndical qui cette fois-là allait durer environ une douzaine de semaines. Nous étions des milliers de travailleurs et travailleuses de la Ville de Liège à entamer une lutte emblématique. 17 500 salariés de la Ville se rebellaient contre le plan d'ajustement structurel que le « gouvernement » de la municipalité (le conseil échevinal appuyé par le conseil communal) avait décidé d'imposer au personnel et à la population. L'alliance politique au pouvoir était de type « olivier » : socialistes (PS) + écologistes (Ecolo) et « sociaux chrétiens » (PSC devenu aujourd'hui le CDH). Selon eux, afin de rembourser une dette liégeoise d'un milliard d'euros (44 milliards de francs belges à l'époque), il fallait privatiser plusieurs services à la population, réduire le nombre de travailleurs et leur imposer une réduction de salaire. Denise était à l'époque employée au service de l'urbanisme et j'étais enseignant à l'école technique et professionnelle connue sous le nom de la « Grosse Mécanique ». Nous nous sommes rencontrés dans un véritable tourbillon de luttes et de prise de conscience : une grève de longue durée, des piquets de grève, des manifestations de rue, les réunions du comité de grève avec une vingtaine de personnes (dont Denise), des assemblées syndicales régulières avec plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de personnes présentes, des actions musclées, la répression par les gendarmes, des actions de protestation lors des réunions du conseil communal qui entérinaient les mesures antisociales, la recherche de la jonction entre travailleurs des services publics et ouvriers de l'industrie, les discussions de bilan et perspectives plusieurs fois par semaine au restaurant *Le Bosphore*, au café *A l'ombre de la Cathédrale* ou ailleurs. Que dis-je, un tourbillon ? Non plutôt une tornade sociale et politique. Tout allait très vite et on le vivait de manière très intense.

J'avais remarqué et beaucoup apprécié (cela continue jusqu'à aujourd'hui) Denise pour sa ténacité, sa combativité, sa volonté de prendre la parole en assemblée (alors que ce n'est pas facile et qu'elle le faisait pour la première fois), son rejet de l'injustice et son refus de se plier devant les ukases d'où qu'elles viennent. De son côté, elle m'a dit plus tard que ma prise de parole lors d'une assemblée dans l'usine de la sidérurgie (à l'atelier de Jemeppe Kessales) l'avait convaincue de chercher à pousser plus loin notre relation qui était juste amicale et très récente. J'étais intervenu devant une assemblée d'ouvriers et une délégation des travailleurs de la ville de Liège pour expliquer les liens entre les différents combats ainsi que leur dimension politique. Avant la fin de la grève, on a commencé une relation amoureuse, cela devait être en juin 1983. Vingt-six ans déjà !

Je vous passe les détails. Notre relation a toujours eu une dimension politique, sociale et l'internationalisme a joué un grand rôle. En 1983-1984, Denise s'est jointe au Xième voyage que j'effectuais en Pologne pour porter de l'aide à des syndicalistes radicaux, mais surtout on a lancé ensemble avec d'autres camarades les brigades de travail volontaire au Nicaragua révolutionnaire. La révolution avait triomphé dans ce pays en juillet 1979 et nous participions activement à un vaste mouvement de solidarité en y jouant un rôle fort actif. De 1984 à 1989, chaque année ou presque nous avons collaboré à l'organisation de ces brigades qui portaient travailler avec les paysans nicaraguayens. On se cotisait, on organisait des fêtes en Belgique pour apporter de l'aide matérielle à la révolution et chaque brigadiste utilisait ses jours de congé pour aller travailler bénévolement 3 semaines avec les paysans en ayant soin de payer son billet d'avion. Dans les brigades que nous avons contribué à organiser, il y avait presque une moitié d'ouvriers de la métallurgie, notamment de Caterpillar et de Cockerill (aujourd'hui Arcelor-Mittal). Une très belle expérience que Denise et moi ne regrettons pas, loin de là. Nous en profitions pour rester en Amérique centrale et à Cuba quelques jours de plus, pour apporter notre soutien à d'autres processus révolutionnaires. A une occasion, cela a failli tourner très mal pour elle et moi, quand nous avons été arrêtés par des militaires honduriens à la frontière entre le Salvador et ce pays alors que nous étions en possession de documents de la guérilla salvadorienne qu'une religieuse m'avait remis la veille dans la capitale salvadorienne. Dans les moments difficiles, face au danger, on n'a pas eu froid aux yeux. Denise fait très bien face à des situations très tendues avec les forces de répression.

Denise, au cours de ces voyages, n'a jamais cherché le confort. On s'est très souvent contenté d'un sommier avec ou sans matelas, d'une paille sur le sol ou sur quelques planches de bois. Si Denise vous fait croire qu'elle ne parle pas espagnol, elle vous ment. Les brigadistes qui étaient avec elle dans la « 5ta Région » au Nicaragua en 1989 vous diront qu'elle était la responsable de la brigade et qu'elle dialoguait avec les Nicaraguayens quotidiennement. Mais elle préfère dire qu'elle ne parle pas espagnol. Il faut dire qu'il faut vivre au quotidien avec elle pour savoir combien elle doit faire d'efforts pour entendre ce que les gens disent. Pour elle, à cause de son problème d'ouïe, rester à l'écoute et comprendre tout ce qui se dit est un véritable combat.

Il m'est impossible de raconter davantage ces 26 années d'actions et de lutte dans la place impartie. Mais je dois dire que Denise a déjà vécu plusieurs vies. Elle a été à deux doigts de s'arrêter en chemin un peu après le 11 novembre 2005, mais elle est finalement ressortie très forte de cette épreuve. Elle en a déduit que la vie devait encore être plus pleinement vécue car elle a une fin. Elle a bien raison. Il faut vivre intensément la vie.

Maintenant elle a commencé une nouvelle vie qui correspond à l'âge de la retraite. Comme de très nombreux retraités, elle ne se mettra pas à l'écart des luttes. Elle restera très active et apportera encore énormément à la réflexion et à l'action. Denise a encore beaucoup de choses à recevoir et à donner.

Elle fait bien partie de manière active et créatrice de ces Autres Voix de la Planète dont elle a pendant deux ans assumé l'entière responsabilité avec succès.

[1](#) - Ce texte a été écrit par Eric Toussaint en 2009 à l'occasion des soixante ans de Denise Comanne

POURQUOI LE CADTM EST-IL FEMINISTE ?

Denise Comanne (CADTM)

27 mai 2010

Au niveau de sa charte politique (approuvée en janvier 2009 lors du Forum Social Mondial de Belém – Brésil), le CADTM, comme organisation internationale, n'est visiblement pas axé, centré, sur le travail féministe ou le travail spécifique envers les femmes. Cependant, toute son action concernant l'annulation de la dette sous-entend implicitement l'émancipation des femmes. L'annulation de la dette n'est, pour le CADTM, qu'un moyen d'atteindre l'objectif et l'objectif est la libération des êtres humains – femmes et hommes - de toutes les oppressions.

Par contre, la charte politique précise bien clairement que l'égalité que nous revendiquons entre les

hommes et les femmes, doit être entendue aussi bien au niveau de la sphère privée (cela inclut toute relation personnelle entre une femme et son compagnon, entre une femme et sa famille, entre une femme et sa communauté) que de la sphère publique (relations de travail, accès aux services publics de qualité, insertion dans la sphère économique, action à tous les niveaux de pouvoir politique).

Pour le CADTM, les femmes doivent se libérer elles-mêmes ; elles doivent pour ce faire construire les organisations qui leur semblent les plus adéquates. Le CADTM collabore particulièrement avec celles qui se placent dans la même ligne politique que lui, c'est-à-dire en privilégiant la mobilisation populaire : la Marche Mondiale des Femmes par exemple.

Extraits de la charte politique

Pour le CADTM, l'annulation de la dette ne constitue pas une fin en soi. Il s'agit d'une condition nécessaire, mais non suffisante, pour garantir la satisfaction des droits humains. (...) Simultanément à l'annulation de dette, il est indispensable de mettre en pratique d'autres alternatives radicales parmi lesquelles :

- *Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie.*

D'autres éléments de la Charte portent également de manière plus ou moins explicite sur les droits des femmes :

- *Affirmer la supériorité des droits humains sur le droit commercial et imposer aux gouvernements, aux institutions financières internationales et aux entreprises le respect de différents instruments internationaux tels que la Déclaration universelle des droits humains (DUDH, 1948), la Convention sur les droits politique de la femme (1952), le Pacte international sur les Droits économiques sociaux et culturels (PIDESC, 1966), le Pacte international sur les droits civils et politiques (PIDCP, 1966), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1981), la Déclaration sur le droit au développement (DDD, 1986), la Convention relative aux droits des travailleurs migrants et de leurs familles (1990), la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme (1998) et la Déclaration sur les droits des peuples autochtones (2007).*
- *Assurer la souveraineté des peuples sur leur vie et leur avenir, ce qui implique notamment de mettre dans le domaine public les ressources naturelles, les résultats de la Recherche et Développement, les autres biens communs de l'humanité et les secteurs stratégiques de l'économie.*
- *Sortir du système capitaliste basé sur la recherche du profit privé maximum, la croissance et l'individualisme afin de construire une société où ce sont les nécessités sociales et environnementales qui sont au cœur des choix politiques.*

Pour parvenir à ces changements et réaliser l'émancipation sociale, le CADTM International considère que ce sont les peuples eux-mêmes qui devront relever le défi du changement. Ils ne doivent pas être libérés, ils doivent se libérer eux-mêmes. (...) Le renforcement des mouvements sociaux est une priorité pour le CADTM. Il participe, dans une perspective internationaliste, à la construction d'un large mouvement populaire, conscient, critique et mobilisé. Convaincu de la nécessité de faire converger les luttes émancipatrices, le CADTM International soutient toutes les organisations et coalitions qui agissent pour l'égalité, la justice sociale, la préservation de la nature et la paix.

Autrement dit, dans la logique où les peuples doivent se libérer eux-mêmes, les femmes doivent se libérer elles-mêmes elles aussi. D'où l'importance des mouvements et organisations féministes autonomes pour maintenir fermement cette revendication à l'ordre du jour. Cela ne doit pas les empêcher de converger avec d'autres mouvements sociaux comme le CADTM pour faire avancer les choses.

La Charte de fonctionnement comporte des aspects un peu plus concrets de cette égalité recherchée à l'intérieur du réseau entre les femmes et les hommes, mais tout cela peut être amélioré lors des prochaines assemblées mondiales du CADTM.

11 - Pratique au sein de l'organisation de la parité entre les femmes et les hommes et agit dans la société pour que l'égalité devienne réalité. Les organisations membres du réseau agissent consciemment en leur sein et dans la société pour mettre fin à toute forme d'oppression des femmes.

15 - L'exclusion d'un membre du réseau international est décidée en assemblée mondiale en cas de violation de la charte politique, en cas de comportement raciste, sexiste ou de toute autre attitude ou action en contradiction avec l'esprit de cette charte.

Le CADTM se considère féministe même si comme le signale Jules Falquet : « ces mouvements

mixtes où participent quantité de femmes et de féministes, pour progressistes qu'ils se déclarent, reproduisent souvent une division sexuelle du travail, des modèles familiaux et des 'identités culturelles' plutôt traditionnels du point de vue des rapports sociaux de sexe. (...) Ces mouvements n'ont guère présenté de projets précis pour transformer les rapports sociaux de sexe » 1 .

Si, être féministe, c'est prendre conscience de l'oppression du patriarcat quel que soit le sexe auquel on appartient, en tant que victime ou en tant que témoin solidaire, et, ayant pris conscience que c'est un système, vouloir le détruire pour permettre l'émancipation (la libération) des femmes, alors le CADTM est féministe.

Une conscience féministe, des textes de fonctionnement, oui, mais dans la pratique ?

Dans le milieu altermondialiste et donc au CADTM, comme ailleurs, les hommes sont souvent plus connus à l'extérieur de leur organisation ; ils écrivent davantage, sont donc davantage appelés à représenter leur organisation grâce à ces écrits notamment, sont donc plus connus dans les médias (interviews, etc.) et à l'extérieur en général, et la boucle recommence. Le CADTM est bien conscient de cette spirale et tente d'y remédier de façon volontariste en incitant les femmes membres du réseau et de l'équipe permanente du secrétariat international, à se faire connaître en écrivant, en prenant la parole lors de moments forts, en répondant directement aux questions de la presse sans passer par les collègues masculins. Le CADTM favorise leur rôle de représentation du CADTM lors de réunions de fonctionnement avec des partenaires extérieurs mais aussi lors de grands événements internationaux de type « Forum Social Mondial ».

Au niveau du secrétariat international, les femmes de l'équipe assurent des responsabilités importantes : le secrétariat général, la publication de la revue du CADTM, le site web, le fonctionnement du groupes internes comme le groupe « Droit », la responsabilité d'interventions spécifiques (travail pour les sans papiers, travail de mémoire anti-coloniale, travail dans la Marche Mondiale des Femmes, etc.).

Il n'est pas facile d'évoluer aussi rapidement dans ce domaine qu'on le voudrait 1) du fait des la pression patriarcale extérieure : par exemple, des journalistes ne veulent parler qu'à des hommes connus, des personnes interpellent des responsables et n'acceptent pas que des femmes se présentent comme responsables ; 2) mais aussi, et c'est le plus dur à changer, du sentiment d'infériorité et d'incapacité que ressentent beaucoup, trop de femmes.

Dans l'autre sens, le travail qui commence à se réaliser de façon plus collective sur l'intervention féministe du CADTM, implique que les discussions internes à ce sujet, le travail avec le module pédagogique, les formations à l'extérieur sur le sujet du féminisme, soient pris en charge par les collègues masculins des équipes CADTM, où que ce soit dans le monde. Nous tentons d'éviter que ce soit toujours et uniquement « Madame Féminisme » qui intervienne sur cette thématique essentielle.

Enfin, toujours dans un sens volontariste, nous essayons de réaliser des « binômes » entre femmes du Nord et Femmes du Sud au sein du réseau de manière à mettre en valeur les expériences, les connaissances des unes et des autres. Par exemple, l'expérience d'Emilie Atchaka du CADD Bénin (membre du réseau CADTM) en matière de micro-crédit géré par les femmes pour assurer l'autonomisation des femmes.

Au niveau des différents membres du réseau CADTM, la situation est très différente d'un pays à l'autre. Certaines associations se sont créées sur la base générale du combat pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM Belgique); d'autres existaient déjà comme association de femmes (le CADD au Bénin ; le Collectivo feminista en Equateur) avant de s'arrimer au réseau pour l'annulation de la dette. Cela signifie que la prise en compte de l'optique féministe et/ou de genre est très variable selon les associations membres du CADTM.

Mais d'une façon générale, il faut bien mettre un bémol au féminisme annoncé des membres du réseau international CADTM

On peut certainement affirmer que, au niveau international, nous cumulons les quatre angles d'approche analysés par l'ONG belge Le Monde selon les femmes 2 :

1. on s'occupe de l'approche « genre » si et quand c'est possible (la problématique est

- marginalisée) ;
2. on s'en occupe comme d'un point particulier traité par une personne ou un groupe « spécialisé » (la problématique est traitée mais pas intégrée à l'ensemble du travail et de l'équipe) ;
 3. l'inégalité de genre est une inégalité parmi d'autres (la problématique est diluée) ;
 4. et enfin, la problématique du genre est inscrite dans les fondamentaux de la politique de l'ONG (le danger est d'ajourner sans cesse la mise en œuvre de cette approche, vu « l'ampleur de la tâche »).

Quoi qu'il en soit, la prise de conscience de l'oppression patriarcale au sein d'une organisation est le point de départ de tous les progrès qu'elle peut effectuer en ce domaine, que ce soit en son sein ou dans les actions qu'elle mène vers l'extérieur.

Au niveau des individus qui composent le CADTM, les choses sont aussi compliquées et reflètent tous les comportements contradictoires qui traversent les sociétés du Nord et du Sud.

Du côté des femmes du Nord, la dimension féministe est assez fortement accentuée malgré que les luttes féministes – en tant que telles - ne soient plus à l'ordre du jour depuis la vague de néo-libéralisme des années 1980 et que les revendications s'instaurent davantage au niveau des institutions que de la rue. Même les jeunes femmes qui n'ont pas connu les luttes spécifiquement féministes de la rue (licenciements des femmes, droit à l'avortement, etc.), sont conscientes que le féminisme est une part très importante de l'émancipation. Elles perçoivent que les crises qui se succèdent, constituent autant de risques de rogner les droits qui ont été acquis par la lutte.

Du côté des femmes du Sud, nombre de membres du CADTM international, sont des organisations féministes ou se sont constitués sous l'impulsion ou la pression d'organisations féministes. Ces organisations, au-delà du travail spécifique envers les femmes, ont donc une vision politique large et solide de ce que doit être l'émancipation des femmes ... et des moyens d'y parvenir.

Un séminaire réalisé en juin 1998, à Amsterdam, « Synergies contre la violence à l'égard des femmes » avait déjà démontré cet état de choses. Il avait mis en exergue l'immensité du défi auquel ceux qui agissent dans la perspective de cette émancipation, sont confrontés. Il avait été l'occasion aussi de rendre compte du courage et de la détermination de toutes ces femmes qui luttent pour un changement fondamental de société.³

Du côté des hommes du Nord et du Sud, le discours est résolument féministe mais des fissures peuvent apparaître qui reflètent la difficulté de s'écarter du modèle culturel et social dominant. Un exemple significatif : lors d'une discussion informelle entre plusieurs membres du réseau CADTM, deux femmes du Nord affichent leur opposition aux mutilations génitales. Un homme du Sud et un homme du Nord se coalisent pour les prendre à partie en soulignant qu'elles ne comprennent pas la situation de leurs sœurs du Sud, qu'elles les entraînent - avec des idées occidentales inadaptées - vers un enfer de solitude sociale, d'exclusion, etc. Cet exemple révèle que la tâche est complexe et que les alliances ne se font pas nécessairement dans ce cas selon l'axe Nord/Sud mais selon l'axe homme/femme.

Bref, au CADTM, comme partout ailleurs, il y a du travail à faire. Ne pas se le cacher, est déjà une manière d'avancer. Tous les mouvements sociaux qui composent l'altermondialisme, devraient réaliser ce même travail d'introspection de façon à construire et/ou consolider l'alternative féministe.

¹- Jules Falquet, « Une analyse du mouvement féministe latino-américain et caribéen dans la mondialisation », in *Le volcan latino américain* ss la dir. De Franck Guadichaud, Les Editions Textuel, Paris, 2008, p. 151

²- Claudine Drion et Poupette Choque, *Le genre dans les ONG*, Bruxelles, novembre 1999, pp 15 à 18

³- «Femmes, enfants face à la violence. Résistances du Nord au Sud», ouvrage coordonné par Denise Comanne, Estela Retamoso et Eric Toussaint , CADTM, 1999, 216 pages

Pays du Nord : Les acquis féministes en danger

Denise Comanne

Quand les oppresseurs se posent en victimes... Récemment en Belgique, des patrons de tout type d'entreprises se sont unis dans un appel déchirant à la communauté : « Nous ne sommes pas coupables de la crise ! Nous en avons marre d'être accusés de tous les maux ! Laissez-nous entreprendre ! » (Le Soir, 25 janvier 2010). Pourtant, ils soutiennent le système capitaliste qui leur permet d'exiger une part (énorme) de gâteau.

Bizarrement, cet événement m'a fait penser à certains groupes d'hommes qui se réclament de l'idéologie masculiniste. Alors qu'ils sont, dans leur immense majorité, privilégiés par le système patriarcal qui subsiste dans toutes nos sociétés, ces hommes tendent à affirmer qu'ils sont victimes des « excès » des femmes. Les femmes auraient « exagéré ». Elles auraient obtenu « trop » de droits, de libertés et aujourd'hui, devenues incontrôlables, il serait temps de les rappeler à l'ordre. Face à cette reprise en main du système patriarcal, les femmes vont devoir réapprendre à lutter sous peine de perdre des acquis chèrement obtenus. |1|

Le masculinisme

Selon Michèle Le Doeuff |2| qui a créé le terme, le masculinisme fait référence à tout discours, toute pensée centrés sur les seuls hommes et leurs seuls intérêts. Cette idéologie, en fait très ancienne, puisque l'on peut affirmer que tout patriarcat est masculiniste, a pris, au cours des dernières décennies, la forme d'une mouvance d'une radicalité extrême dont l'objectif non avoué, mais évident, est d'entraver la liberté des femmes.

Peut-on mettre sur le même pied masculinisme et féminisme ?

Non, dans la mesure où le féminisme est une attitude progressiste qui fait avancer des droits égaux pour tous, hommes et femmes, et qui vise au plein épanouissement de tous les êtres humains alors que les masculinistes adoptent une position de régression qui retire, nie des droits aux femmes qu'ils ne considèrent d'ailleurs pas comme leurs égales. En fait, le groupe le plus privilégié de notre société patriarcale prétend être gravement lésé et s'exprime dans ce sens depuis une quarantaine d'années. Ces hommes dénoncent le plus souvent le féminisme comme la cause première de leur mal-être et souhaitent ouvertement un retour en arrière.

Une autre différence fondamentale est que le féminisme se place sur le plan d'une réflexion constructive sur les problèmes de société : il propose des changements pour une amélioration globale de la société, y intégrant même des questions relevant de l'environnement (on parle d'éco-féminisme |3|), tandis que les masculinistes ne se sont pas intéressés aux raisons profondes expliquant l'augmentation des divorces, ont très rarement abordé la notion de violence intra-familiale, celle de domination masculine ou encore celle de travail parental.

D'où vient le masculinisme ?

Dans les années 1950, lorsque le divorce s'est développé aux États-Unis, un nombre croissant d'hommes divorcés se sont alors trouvés dans l'obligation de payer des pensions alimentaires à leurs ex-femmes et une part contributive à l'éducation des enfants. Dans les années 1970-80, la rhétorique a sensiblement changé d'allure. Il n'était plus question seulement d'argent, un argument qui ne rendait pas leur cause très sympathique, mais du chagrin de ne plus voir suffisamment leurs enfants. C'est en médiatisant cette souffrance que les groupes de pères ont réussi à s'attirer la sympathie de la société (les films *Kramer contre Kramer*, par exemple, et *Madame Doubtfire*).

Que sont-ils ?

Les masculinistes forment des groupes plus ou moins originaux, plus ou moins provocateurs. Cela va de certaines personnalités qui affichent « content d'être un gars » (Yves Pageau, animateur du site Internet garscontent.com, qui regorge d'injures à l'encontre des féministes et des juges), « Homme et fier de l'être » (Yvon Dallaire qui se définit comme psychologue, sexologue, auteur et conférencier) à ceux qui, aux États-Unis, passent entre hommes des week-ends à 300 dollars afin de

réveiller le « sauvage endormi » (douche à l'eau froide, pas de rasage, etc.) ou promeuvent et revendiquent les valeurs patriarcales de chef de famille, de protecteur et de père (les évangélistes « *Promise keepers* »).

Le problème est que ce phénomène a un retentissement de plus en plus important au-delà de la sphère d'influence de ces associations. L'apitoiement sur la condition paternelle/masculine est devenu un thème classique de la presse depuis quelques années. Dans de nombreux médias, au cinéma, chez de nombreux auteurs, sociologues, philosophes, on retrouve cette même compassion à l'égard des hommes, des pères, et surtout des pères divorcés. C'est au point où des organismes publics relevant de la Région bruxelloise ont soutenu et subsidié dans le cadre de la politique de l'égalité des chances à Bruxelles en octobre 2008 un congrès international « Paroles d'Hommes » de la mouvance « masculiniste ». Cette activité a donné une tribune à des individus qui relattaient explicitement en question les droits durement acquis des femmes et niaient ou relativisaient l'existence même de leur oppression !

Cet apitoiement généralisé pourrait être intéressant et constructif : il pourrait en effet permettre d'entamer une réflexion sur le meilleur moyen d'aider à la fois les hommes et les femmes. L'ennui, c'est que sous le masque larmoyant qu'ils présentent à la société, les masculinistes cachent un programme réactionnaire redoutable pour les droits fondamentaux des femmes.

Que veulent-ils ?

Au-delà de la contestation des dispositions post-divorce relatives aux enfants et à l'argent, il y a beaucoup plus grave. Le masculinisme nie les violences domestiques, il en conteste les statistiques et/ou affirme que les hommes en seraient au moins aussi victimes que les femmes. Ainsi, le site Internet du mouvement de la condition paternelle (www.interpc.fr) ose titrer l'un de ses articles : « *Les violences conjugales : une réalité largement maquillée* », et explique : « *Lorsqu'il vous est annoncé des chiffres importants de violences conjugales, chacun trouve cela scandaleux et prend effectivement parti contre ces violences. Toute l'astuce de la propagande relève donc de ces chiffres. Or, dans les chiffres des violences conjugales, contrairement à ce que tout le monde imagine, il ne s'agit pas que de coups et blessures, mais aussi de tout ce que certaines femmes CONSIDERENT COMME VIOLENCE : simples désaccords conjugaux sans aucun acte physique ou virulence verbale, déceptions amoureuses, contrariétés en tous genres, simple non du mari à une dépense ou bien à une demande extravagante, simple refus, "violences" dites psychologiques, enfin tout ce qu'une femme peut ressentir comme une violence de près ou de loin parfois même de très loin...* ». Nous, sans minimiser du tout la portée de la violence psychologique à l'égard des femmes, nous parlons de sévices graves allant jusqu'au meurtre de femmes. On trouve aussi dans les grands médias des exemples extrêmes de cette négation des violences domestiques à l'égard des femmes : *Libération*, le 21 mai 1993, a titré « *Une famille se suicide* » pour rendre compte du fait qu'un homme avait tué sa femme et ses enfants, puis s'était donné la mort.

Autre aspect grave des masculinistes : leur contestation du droit à l'avortement et à la contraception. Ils réclament le droit d'avoir un pouvoir de co-décision sur la poursuite ou non d'une grossesse, sur la décision d'avoir ou non des enfants (c'est-à-dire sur la liberté, pour une femme, de décider ou non d'avoir une contraception). Cet aspect de leur discours n'est pas toujours très aisé à déceler et c'est pourtant le plus dangereux. Le droit à la conception et à l'avortement est réellement un acquis des luttes féministes dans les pays du Nord industrialisé : c'est la femme qui porte l'enfant et qui a tous les risques de devoir s'en occuper, quoi qu'il advienne (vie quotidienne traditionnelle, handicap de l'enfant, départ du père, etc.). C'est donc elle qui, en dernière instance, doit garder le pouvoir de décision de ce qu'elle va faire avec son corps.

Dans leurs objectifs également, la remise en cause du droit au divorce. Beaucoup d'hommes et de pères expriment ouvertement cette idée : pour eux, le divorce est une catastrophe puisqu'ils se retrouvent du jour au lendemain à devoir assumer seuls des tâches domestiques et parentales qu'ils négligeaient jusque-là et à payer pension alimentaire et prestation compensatoire.

Que font-ils ? avec quels résultats ?

Les masculinistes utilisent de nombreuses stratégies pour faire passer leur message et atteindre leurs objectifs : **réseautage sur Internet, lobbying auprès des organes législatifs** (multiplier les antennes associatives locales, harceler les députés de visites, courriers et courriels, etc.), **noyautage d'instances para-judiciaires** (les lieux de médiation familiale par exemple), **médiatisation extrême, intimidations, menaces** (Patric Jean, le réalisateur du film documentaire *La domination masculine*, n'a pas osé se rendre au Québec suite aux menaces proférées par les masculinistes de cette région), **violences** (attaques des centres d'interruption

volontaire de grossesse par exemple) et **calomnies**.

Tout cet arsenal a déjà des conséquences directes et néfastes pour les femmes. Les réformes du Code civil votées en moins de deux décennies en France (1987-2002) vont dans le sens souhaité par les groupes de pères. Exemple : en février 2002, la loi relative à l'autorité parentale est un véritable piège pour les femmes. En instaurant le régime de la résidence alternée autoritaire des enfants en cas de séparation des parents, le législateur condamne les femmes, d'une part, à renoncer à toute mutation/promotion professionnelle ou simplement offre d'emploi ailleurs que dans le lieu de résidence de l'enfant ; d'autre part, à rester à la merci d'un conjoint violent.

Le verdict du tribunal correctionnel de Dunkerque, rendu le 26 juillet 2007, laisse pantois. Une femme, victime de violences domestiques, s'était réfugiée auprès de l'association SEDIRE avec ses enfants, à l'insu de son mari. Elle a été condamnée à trois mois de prison avec sursis et à des amendes au profit de son époux. L'association a été relaxée cette fois-ci mais, à l'avenir, toute militante qui prendra l'initiative de venir en aide à une victime de violences et à ses enfants, sera passible de poursuites. En effet, le Tribunal a bien précisé que l'association ne peut être poursuivie pour des faits antérieurs à janvier 2006, ce qui a pour conséquence directe que de mêmes faits postérieurs à janvier 2006 peuvent être poursuivis... Une telle décision met en difficulté toutes les femmes et toutes les associations.

Des luttes au Nord

De toute évidence, certains hommes ont du mal à se situer face à l'émancipation des femmes. Ils traversent une crise d'identité que d'aucuns voudraient résoudre à grands coups de « valeurs viriles ».

Il ne suffit plus de parler de vigilance pour les féministes : il faudra réapprendre à lutter. En effet, sans tomber dans la paranoïa, il faut avoir en tête que ces groupes entrent en phase avec des mouvements de pensée et d'action puissants. De justesse, l'Union européenne n'a pas été qualifiée de « chrétienne » dans sa « Constitution » mais ceux qui prônaient ce statut pour l'UE sont à l'œuvre dans les sphères du pouvoir. Ils sont aidés en cela par l'entrée dans l'UE de pays aux accents rétrogrades comme la Pologne.

Le terrain religieux reste un terrain d'élection pour ramener les femmes aux « valeurs » ancestrales de la soumission et du rôle domestique. Les masculinistes baignent volontiers dans les remugles nauséabonds de l'intégrisme religieux. En Belgique, les femmes vont devoir se serrer les coudes : Monseigneur Léonard, un évêque conservateur réactionnaire, a été choisi par le pape pour diriger l'Église de Belgique. Ce pape installe ses pions : prudence !

D'autres mouvances de type raciste et néo-fasciste effectuent également une symbiose avec le mouvement masculiniste. John Bellicini, un « entraîneur » masculiniste qui se qualifie volontiers de nazi et de raciste, déclare au Spiegel : « *Les hommes ne doivent plus avoir honte de leur sexe. Ils ont perdu toute confiance en eux-mêmes en recherchant une mère dans chaque femme. Il faut accepter le diable misogyne qui vit en chacun de nous et non le combattre. Le mari doit s'affirmer comme le boss et remplir ses devoirs pour pouvoir s'épanouir. La femme, elle, a besoin de sécurité affective. Mais il faut faire attention, c'est une erreur monstrueuse de croire que la femme est un être bon ... La plus grosse blague de l'histoire humaine* » [4].

Garder le Nord pour gagner le Sud

Le féminisme n'a pas de frontières. Se battre pour les acquis des femmes dans une partie du monde, c'est se battre pour le statut des femmes dans le monde entier. Si le dernier siècle a permis certaines avancées, il faut se rendre compte qu'au niveau planétaire, le patriarcat est et reste virulent. Je ne prendrai qu'un exemple : la disparition des fœtus féminins en Inde et les conséquences, pour les Indiennes en général, de cette sélection prénatale à l'examen échographique. Le quotidien *Le Soir* du 23 février 2010 titre « *Des millions d'Indiens en manque de femmes* ». Les données brutes : « *Chaque jour, en Inde, 1 000 à 4 000 futures femmes seraient rayées de la carte* » ; « *Pour 1 000 garçons, le ratio est à moins de 800 filles contre 962 en 1981* ». Première remarque : on aborde la question sous l'angle du déficit, du problème pour les hommes et non sous l'angle des millions des fœtus féminins avortés, des « *missing women* ». Deuxième remarque : les parents qui préfèrent les fœtus masculins sont simplement « *victimes d'une obsession* », « *le grand coupable ? Les mentalités* ». Pas d'analyse du patriarcat, pas d'analyse du capitalisme qui renforce le choix des classes pauvres et moyennes de pénaliser les filles en raison de leur « coût » (elles coûtent en quelque sorte deux fois : un « entretien » au moment de leur enfance et de leur adolescence et une dot à donner au mari). Les femmes indiennes qui ont survécu sont-elles pour autant devenues plus précieuses aux yeux des hommes ? Non : selon l'organisation

Vatsalya, « *ces femmes sont traitées comme des machines à produire des bébés et à satisfaire des besoins sexuels* ». L'Association des femmes démocratiques de l'Inde observe un regain de rigidité patriarcale. Pour protéger la virginité tant convoitée, la femme serait très contrôlée et mariée plus jeune. Enlèvements, viols et trafics de femmes sont les corollaires de cette situation. Quoi qu'en pensent les masculinistes, les femmes doivent retrousser leurs manches...

Notes

[1] Cet article est largement inspiré d'un texte de Hélène Palma « La percée de la mouvance masculiniste en Occident », communication lue en octobre 2007 à l'Espace Femmes International de Genève (EFIGE), dans la revue duquel il a été publié. <http://lgbti.un-e.org/spip.php?article50>

[2] Le Doeuff, Michèle, *L'étude et le rouet*, volume 1, 15

[3] Mies, Maria & Shiva, Vandana (1993), *Ecoféminisme*, Édition française L'Harmattan, Collection Femmes et changement, 1998, p. 59.

[4] Cité dans *Dimanchematin*, 8 novembre 1992

[Une vibrante voix internationaliste, féministe et révolutionnaire s'est éteinte : Denise Comanne \(1949-2010\)](#)

